

Petite réflexion comparative sur deux événements historiques.

Par Jean-Louis Robert Historien et vice-président des Amis de la Commune de Paris 1871

La Commune de 1871 et Octobre 1917

Certains ont fait de 1917 un enfant de 1871. 1917 continuait 1871, mais la réussite était au bout, car les erreurs de 1871 avaient été corrigées par les bolcheviques. 1871 était la première révolution du XXe siècle, la première révolution ouvrière d'ampleur. Des historiens ont contesté ce modèle, considérant la Commune comme la dernière insurrection du XIXe siècle, clôturant un cycle ouvert en 1789.

Ces deux modèles ne sont pas contradictoires. Toutefois, à partir de là, se sont greffées des théories faisant de la Commune et d'Octobre deux révolutions qui s'opposent : en particulier l'idée de la Commune prélibertaire s'opposant à un Octobre bolchevique autoritaire. Nous ne nous attarderons pas sur la thèse qui fixe un continuum terroriste de 1789 à 1917, en passant par la Commune. Elle n'a guère de fondements, réduisant Octobre à un coup d'État.

Nous proposons ici une autre approche en nous centrant sur la matrice contextuelle, l'œuvre révolutionnaire et la question des libertés ; et sur la seule périodisation comparable : deux mois !

Rappelons que la France de 1870 et la Russie de 1914 viennent de connaître une croissance industrielle, mais restent dominées massivement par le monde rural. Mais, sur cette base commune, on pourrait multiplier les différences, de celle des taux de natalité à celle de la structure des exploitations agricoles.

Octobre et la Commune se déroulent après une révolution (septembre 1870 et février 1917) qui voit la chute d'une monarchie et l'instauration d'un régime fragile. Les deux s'inscrivent dans un contexte de guerre mal conduite qui a contribué à l'affaiblissement des classes dirigeantes. Mais, le 4 septembre se passe quelques semaines après le début du conflit ; la défense de la patrie n'est pas remise en cause. Février se déroule près de trois ans après 1914, et ce que réclament les femmes de Petrograd, c'est de quoi vivre et la paix. Au bilan, deux monarchies se sont effondrées avec une guerre perdue, laissant place à un processus révolutionnaire. Dans les deux cas, l'issue dépendait grandement des masses rurales.

Comparons le 18 mars et le 7 novembre. Le 18 mars est une insurrection spontanée, même si elle est étendue par le comité central de la garde nationale. Octobre est une insurrection décidée par le parti bolchevique. Cette différence est essentielle, mais est-elle si décisive ?

Les bolcheviks ont lancé une révolution en pleine guerre, et avant une élection qui aurait légitimé une Assemblée. Mais ils pouvaient le faire, car la guerre durait depuis trois ans, qu'ils l'avaient condamnée depuis le début et que leurs positions rencontraient l'aspiration des soldats à la paix et des paysans à la terre. Les soviets leur donnent alors une légitimité supérieure à celle de Kerenski quand ils déclenchent l'insurrection.

Les Parisiens firent une révolution deux mois après l'armistice et un mois après l'élection d'une Assemblée qui usera de son autorité en province. Cela joua sur ce caractère autorestreint qui tint autant des circonstances que du fédéralisme. Et les communards avaient fait montre d'un grand patriotisme pendant le premier siège et pouvaient inquiéter le pacifisme des campagnes.

Ainsi, la révolution bolchevique prit une dimension nationale, alors que la Commune resta sur le terrain parisien, même si son écho en province fut loin d'être négligeable. Mais, dans les deux cas, nous retrouvons un même grand moment social.

En deux mois, une formidable émancipation ! Les deux révolutions réalisent une œuvre exceptionnelle, sans doute plus approfondie en Russie soviétique (séparation de l'Église et de l'État

– contrôle ouvrier généralisé, nationalisation des banques, libre développement des minorités nationales et groupes ethniques et droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, abolition de la peine de mort, de la grande propriété foncière, une femme commissaire du peuple, égalité des droits aux enfants illégitimes, etc. – que dans le Paris communard (séparation de l’Église et de l’État, première mesure d’égalité des salaires femmes/hommes, salaire minimal et maximal, début d’autogestion, école laïque, gratuite, obligatoire, réquisition des ateliers et logements abandonnés, citoyenneté aux étrangers, etc.). Quel que fût le devenir de ces deux révolutions, on ne peut manquer de noter l’extrême progressisme, l’humanisme et la modernité de ces mesures émancipatrices et démocratiques.

Quelle liberté ? Les deux révolutions ont eu à affronter la complexe question de la liberté. Les libertés de religion, d’opinion, de presse, de réunion, de manifestation ne sont pas de seules libertés bourgeoises formelles, mais aussi des conquêtes. Les communards et les bolcheviques avaient d’ailleurs un attachement à la liberté, en principe.

Comme l’a montré Lucien Sève, Lénine ne visait pas à une révolution terroriste. Et c’est d’abord parce que les deux révolutions furent confrontées à une impitoyable contre-révolution qu’elles prirent des mesures de plus en plus liberticides, comme en 1793.

Mais, dès le 8 novembre, le comité de Petrograd a interdit sept journaux. Et, si le décret sur la presse ne visait qu’au contrôle des imprimeries pour enlever le pouvoir du capital sur la presse, Lénine avait écrit dès avant Octobre que tolérer les journaux bourgeois pourrait entraver la marche du socialisme. On dit parfois que l’échec de la Commune aurait été dû à la liberté laissée aux versaillais. Mais la Commune ne cessa d’interdire des journaux (les 19 mars, 5 et 12 avril, 11 et 18 mai), sans grand effet que d’afficher une faiblesse. Dans les deux cas, on évoqua aussi comme argument que les pouvoirs avaient fait de même avant la révolution : Kerenski avec la presse bolchevique, Thiers avec la presse démocratique.

Comme l’écrivait en avril 1871, la communarde André Léo : supprimer les journaux, c’est abdiquer les principes, « les abdiquer, c’est abdiquer sa mission ». « Si nous agissons comme nos adversaires, comment le monde choisira-t-il entre eux et nous ? » On trouve un même ton chez Rosa Luxemburg, en janvier 1918 : « La liberté pour les seuls partisans du gouvernement, pour les seuls membres d’un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n’est pas la liberté. La liberté est toujours au moins la liberté de celui qui pense autrement. » Sans d’ailleurs que ni l’une, ni l’autre n’aient une quelconque illusion sur la démocratie bourgeoise.

En 1871 et 1917, dans ces moments où les peuples inventaient des formes de démocratie sociale et des progrès inédits de l’humanité, se manifestaient aussi des contradictions qui ne cessent de nous interpeller.

J-L R.